

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	9
PREMIÈRE PARTIE	
DOSSIER « MONDE HISPANIQUE »	
Collaborateurs du dossier « monde hispanique ».....	15
Derecho y religión: <i>status quaestionis</i> en la Argentina del bicentenario par Octavio LO PRETE	19
I. La religión y las religiones: panorama en el Bicentenario argentino	19
A. Mapa de creencias.....	20
B. El ejemplo del diálogo	21
II. El estudio del fenómeno religioso desde la perspectiva jurídica: en camino hacia su especificidad	22
III. El derecho argentino frente a la cuestión religiosa	25
A. La libertad religiosa como derecho humano	25
B. La especial situación jurídica de la Iglesia Católica	26
C. Algunas materias en particular.....	28
1. Personería jurídica de las confesiones religiosas	28
2. Financiación de las confesiones	29
3. Matrimonio	31
4. Objeción de conciencia	32
IV. Comentario final.....	33
The Relationship Between Law and Religion In Brazil par Agnes Christian CHAVES FARIA	37
Libertad religiosa en Colombia: entre el renaciente laicismo y el conflicto interno par Sergio GONZÁLEZ SANDOVAL	51
Contexto.....	51
Breve reseña histórica de la evolución constitucional del Derecho de Libertad Religiosa en Colombia	54
La Libertad Religiosa en la actual Constitución Política de Colombia	56
Desarrollo legislativo del principio constitucional.....	56
Desarrollo Administrativo del derecho de libertad religiosa.....	58
Desarrollo Jurisprudencial del derecho de libertad religiosa.....	59
Oportunidades de cambio	60
Necesidad de mayor divulgación del derecho	61
Hacia un derecho eclesiástico	61
Visibilización del derecho de libertad religiosa en medio del conflicto.....	62

Law And Religion In Chile: Ecclesiastical Law In Transition	
par Ana María CELIS BRUNET et Sebastián ZÁRATE ROJAS.....	65
I. Introduction	65
II. Overview of the Chilean situation	66
A. Laicity (laicism) in Chile	66
B. Religion and the Constitution	67
C. Religious entities and the State	68
1. Local Communities Act 1997.....	69
2. Civil Code entities	69
3. Religious Entities Act 1999.....	70
4. Public legal entities	72
III. Chilean society, education and religion	73
A. Society and religion	73
B. Ministers of religion under the Chilean law	74
C. Religion and Labour law	75
D. Faith Schools.....	76
The voucher system	76
School reforms	77
Religion courses in public schools.....	78
IV. Conclusion.....	78
Bibliography	80
El marco normativo de la libertad de creencias y de culto en México	
par Alberto PATIÑO REYES.....	83
I. Principios legales en materia religiosa	83
A. Libertad de creencias y de culto.....	84
B. Laicidad del Estado	86
C. Igualdad de las Iglesias ante la ley.....	88
D. Principio de separación entre el Estado y las Iglesias.....	88
II. El Reglamento de la Ley	90
A. Asistencia Espiritual	91
B. Expediente de Registro Constitutivo	92
C. Organización y actualización de los registros de las AR: órganos de dirección, ministros de culto e inmuebles destinados al culto público.....	94
D. De la celebración de actos de culto público extraordinario fuera de los templos y la autorización la transmisión y difusión de los actos de culto público a través de medios de comunicación no impresos	96
III. A modo de conclusión.....	98
L'objection de conscience pour motifs religieux au Mexique	
par Pauline CAPDEVIELLE	101
I. Liberté de conscience vs. symboles patriotiques : une solution décevante	103
II. L'objection de conscience au service militaire obligatoire : une portée incertaine	109
III. L'objection de conscience à l'avortement : une reconnaissance encadrée ..	111
Conclusion	113
Bibliographie	114

Estado y religión en el Perú

par José Antonio CALVI DEL RISCO 117

I.	Antecedentes históricos de las relaciones Iglesia Estado en el Perú	117
A.	Época Pre Colombina (Imperio Incaico)	117
B.	Época Virreinal	118
C.	Época Republicana.....	118
II.	Régimen actual de las relaciones entre el Estado peruano y las Iglesias	119
III.	Reconocimiento jurídico de las entidades religiosas en el Perú.....	120
A.	Iglesia Católica.....	121
B.	Confesiones religiosas distintas a la Católica	122
IV.	Dirección de culto del Ministerio de justicia del Perú	123
V.	Registro de confesiones distintas a la Católica en el Perú	125
	Consideraciones finales	127

Actualidad del derecho y religión en Uruguay

par Gabriel GONZÁLEZ MERLANO et Carmen ASIAÍN PEREIRA 129

I.	Contexto de la situación social nacional	129
II.	Panorama de la doctrina	132
III.	Panorama Normativo.....	135
IV.	Panorama de la Jurisprudencia Nacional	145
V.	Desafíos en el contexto del bicentenario, de la realidad del pluralismo religioso, de la perspectiva de los derechos humanos.....	151

DEUXIÈME PARTIE : RECHERCHES ET DOSSIER**RECHERCHES****FRANCE****Les zones d'ombres d'un statut religieux en droit français : la Guyane**

par Émile POULAT 159

I.	L'ordonnance royale de 1828.....	159
II.	Les décrets Mandel de 1939.....	162
III.	Généralisation de la loi de 1901 en 1946	165
IV.	Érection du diocèse de Cayenne en 1956.....	165

Séparation des églises et de l'État et régulation du fait religieux

par Patrice ROLLAND 167

I.	La Séparation n'est pas une dérégulation.....	168
A.	Les ambiguïtés de la non-reconnaissance	168
B.	Une nouvelle forme de régulation du fait religieux	169
C.	Les limites d'une régulation par le droit	171
II.	La Séparation est une régulation pour la liberté religieuse	172
A.	Une régulation juridictionnelle qui dégage un droit commun des libertés	172
B.	La cohérence d'une régulation pour la liberté	174
III.	La Séparation est-elle une régulation du pluralisme religieux ?	176

A.	La loi de 1905 et le pluralisme religieux	176
B.	Neutralité de l'État, pluralisme et régulation du fait religieux	177
C.	La pluralité religieuse et le principe de non-discrimination	179
	Conclusion	181
La liberté des funérailles en France		
par Jean-François BOUDET		183
I.	La tentation de « désymboliser » la cérémonie funéraire.....	185
	A. L'explosion récente du contentieux funéraire.....	185
	B. La croissance exponentielle du commerce funéraire	186
II.	La tentation de publiciser la cérémonie funéraire	187
	A. Une politique de compromis et de dérogation au principe de laïcité	187
	B. Un apprentissage à la sérénité des vivants et au respect des défunt	189
Interdiction de la dissimulation du visage : le droit de dévisager et l'obligation d'être dévisagé		
par Frédéric DIEU		191
	Introduction	191
I.	La portée de l'interdiction : affirmer la dimension sociale du visage	192
	A. De l'interdiction ponctuelle pour cause de sécurité publique	192
	1. L'interdiction d'être photographié masqué	192
	2. L'interdiction d'aller masqué	193
	B. ... A l'interdiction générale pour cause d'obligation sociale	193
	1. La généralisation de l'interdiction : de la prohibition d'un signe religieux à la promotion sociale du visage	193
	2. Un dispositif assorti de sanctions différencierées et d'une entrée en vigueur différée	196
II.	Le fondement de l'interdiction : l'enrichissement de la conception traditionnelle de l'ordre public	197
	A. Le fondement voulu par le législateur : affirmation et protection d'un ordre public immatériel	197
	1. Les fondements refusés	197
	2. Le fondement retenu.....	200
	B. Le fondement affirmé par le Conseil constitutionnel : l'enrichissement de l'objectif de sauvegarde de l'ordre public	201
	1. Les fondements retenus	201
	2. Quel ordre public ?	202
III.	L'avenir de l'interdiction : risque conventionnel, moralisation de l'espace public ?	204
	A. Quel risque conventionnel ?	204
	1. L'interdiction face à la liberté de religion	204
	2. L'interdiction face au principe d'égalité des sexes et à l'ordre public immatériel.....	205
	B. Un législateur au rôle renforcé.....	206
	1. Vers une conception objective du principe d'égalité ?	206
	2. Vers une moralisation de l'espace public ?	207

EUROPE

Religions de la politique, religion et politique. Soubasements d'un débat européen	
par François FORET	211
Interactions entre religion de la politique et religion (E. Gentile).....	216
Sacrifier le politique pour durer (Anthony D. Smith)	218
La loi sans dieu et la possibilité/nécessité d'un retour (Rémi Brague)	221
De l'exception française à l'universel ? (Marcel Gauchet)	224
La liberté religieuse en droit de l'Union européenne après le Traité de Lisbonne	
par Emmanuel TAWIL	229
I. Les garanties de la liberté religieuse héritées du droit en vigueur avant le Traité de Lisbonne.....	231
A. La liberté religieuse comme principe général du droit	231
B. Le principe de non-discrimination	233
C. La reconnaissance de spécificités culturelles et religieuses	234
II. Les garanties de la liberté religieuse ajoutée par le Traité de Lisbonne	235
A. La Charte des droits fondamentaux	235
B. Le renvoi à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme	236
C. L'article 17 §3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne	238
D. La Convention européenne des droits de l'Homme en tant que telle.....	239
Conclusion	239
La liberté religieuse en Espagne trente ans après. Faut-il changer la loi ?	
par Joaquín MANTECÓN	241
I. Le passage du confessionnalisme à la liberté religieuse	241
II. Les nouveaux principes constitutionnels sur le fait religieux	242
A. Les Accords avec le Saint Siège de 1979	242
B. La Loi Organique de Liberté Religieuse de 1980	243
C. Les Accords de coopération de l'État avec les confessions minoritaires de 1992	244
III. Liberté religieuse à plusieurs vitesses ? La bataille pour l'égalité	245
IV. Des nouveaux enjeux	247
V. Est-il nécessaire de réformer la Loi de Liberté Religieuse ?.....	248
A. Liberté religieuse et pluralisme confessionnel.....	250
B. Liberté religieuse et liberté de convictions non religieuses	250
C. Liberté religieuse et laïcité de l'État	251
VI. Conclusion.....	252

MÉDITERRANÉE

Le code marocain de la famille devant le juge français : aspects de droit marocain et conséquences en droit international privé français 257
 par Charlotte JULIË et Olivier BEYER

I.	L'indisponibilité du divorce : le droit marocain confronté à l'ordre public de l'égalité homme/femme	261
	A. L'introduction de nouveaux modes de dissolution du lien matrimonial	262
	1. Le <i>chiqaq</i> ou divorce pour discorde, une innovation respectueuse de la <i>shari'a</i>	262
	2. Le divorce par consentement mutuel.....	263
	B. La conservation et l'aménagement du droit musulman classique	264
	1. L'encadrement de la faculté de répudier, un effet dissuasif certain	264
	2. Le divorce <i>Khol'</i> , un moyen de pression atténué par la création du <i>chiqaq</i>	266
	3. Le divorce pour causes : l'ajout du divorce pour manquement de l'époux à l'une des conditions stipulées dans l'acte de mariage	267
II.	La disponibilité des conséquences pécuniaires confrontée à l'ordre public alimentaire	269
	A. L'affirmation de l'autonomie de la volonté individuelle.....	269
	1. Une consécration jurisprudentielle du choix de la loi applicable inachevée.....	270
	2. Une clarification textuelle du choix de la loi applicable	271
	B. Le choix de la loi marocaine et la réserve de l'ordre public alimentaire.....	272
	1. Les conséquences pécuniaires du divorce dans le code marocain de la famille	272
	2. Des conséquences pouvant être écartées par la réserve de l'ordre public alimentaire	274

Concubinage et conjugalité dans le monde musulman : de la loi religieuse à la réalité sociale 277
 par Imad KHILO

Introduction	277	
I.	Le concubinage : une transgression tolérée ?	279
	A. Du rejet religieux du concubinage.....	279
	B. L'hésitation normative à l'égard du concubinage.....	286
II.	Le concubinage : les symptômes d'une réalité sociale aux conséquences néfastes	290
	A. Les mères célibataires : la peur de la double loi familiale et judicaire.....	290
	B. Les enfants naturels issus du concubinage : quel sort ?.....	293
	Conclusion	298

DOSSIER « RELIGION, ÉDUCATION RELIGIEUSE ET ÉCOLE PUBLIQUE, COMPARAISON ÉTATS-UNIS – EUROPE »	
How Wide Is The Margin? The United States Supreme Court And The European Court Of Human Rights On Religion In Public Schools	
par Pasquale ANNICHINO.....	301
Introduction	301
I. The Judicialization Of Political-Religious Issues	304
II. The Approach Of The United States Supreme Court.....	305
Religion In Public Schools	307
Teaching About Religion	312
III. The Approach Of The European Court Of Human Rights.....	313
Religion In Public Schools	314
Teaching About Religion	317
Conclusion	320
Bouter Darwin hors des classes. La saga judiciaire de l'enseignement de l'évolution à l'école et ses répercussions sur la laïcité scolaire aux États-Unis	
par Blandine CHELINI-PONT	325
Un conflit propre à la culture américaine ?	325
L'enseignement de l'évolution au crible du système judiciaire américain	327
L'enseignement de l'évolution dans la tectonique du système scolaire américain	328
I. La jurisprudence sur l'enseignement de l'évolution en biologie	329
1. L'interdiction de l'enseignement de l'évolution est inconstitutionnelle, parce qu'elle est motivée par une croyance religieuse. Aucun service public selon la Constitution américaine, (<i>establishment clause</i> du premier amendement), ne peut transmettre, protéger ou promouvoir une religion en particulier.....	329
2. L'enseignement de l'évolution de l'homme ne porte pas atteinte à la liberté de conscience et de religion	330
II. La jurisprudence sur l'enseignement du créationnisme et de l' <i>Intelligent Design</i>	331
1. Le créationnisme n'est pas une théorie scientifique, mais un « concept religieux », il est inconstitutionnel d'y faire allusion ou de l'enseigner en cours de biologie	331
2. L' <i>Intelligent Design</i> n'est pas une science, mais « une théorie religieuse », il est inconstitutionnel d'y faire allusion ou de l'enseigner en cours de biologie	333
Conclusion : L'enseignement de l'évolution, test de la laïcité scolaire américaine	334
L'enseignement du fait religieux à l'école publique en fédération de Russie	
par Svetlana MYSKINA.....	337
Introduction	337
Chapitre 1. La pratique confuse de l'enseignement de la culture orthodoxe	340

Section 1. « La culture orthodoxe » :	
l'enseignement du fait religieux ?	340
A. La place particulière de la religion orthodoxe	340
B. L'introduction de la culture orthodoxe dans le composant régional	341
C. Le caractère tendancieux des manuels	342
D. La démarche confessionnelle dans l'enseignement	343
Section 2. Tentatives de régulation	343
A. La première Lettre ministérielle : une position contradictoire	344
B. Une autre note explicative	345
Chapitre 2. L'introduction des « Bases de la culture spirituelle et morale des peuples de la Russie »	345
Section 1. La réforme de 2007 : un changement profond du système éducatif	346
A. La transformation du standard éducatif national	346
B. L'éducation spirituelle et morale : vers la formation du citoyen russe	347
Section 2. Le cours de culture spirituelle et morale, un projet prometteur	348
A. L'organisation du nouveau domaine d'enseignement	348
B. Les objectifs du cours de culture spirituelle et morale	350
Conclusion	350

TROISIÈME PARTIE CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE

Chronique de jurisprudence judiciaire	
par Julien COUARD et Emmanuel PUTMAN	355
Droit social	355
Droit des contrats	369
Droit des biens	374
Droit des associations	380
Droit des médias	387
Droit pénal	393
Droit de la famille	397
Note complémentaire, par Charlotte JULIÉ	399
Recherche complémentaire : L'état de virginité n'est pas une cause de nullité du mariage pour erreur sur les qualités essentielles de la personne, par Paul-Ludovic NIEL	401
Chronique de jurisprudence administrative	
par Rémy SCHWARTZ et Nicolas SFEZ	409
I. Neutralité	410
A. Neutralité des collectivités publiques dans leurs relations avec le culte	410
1. Principe	411
a) Subventions	411

b) Baux emphytéotiques.....	413
2. Exceptions	414
a) Régime du concordat	414
b) Monuments aux morts.....	415
B. Neutralité du service public	416
1. Neutralité interne	416
2. Neutralité externe	417
a) Rapport avec les sectes	417
b) Permis de construire d'une mosquée	418
3. Neutralité du service public de l'enseignement.....	419
II. Liberté de conscience	421
A. Port du voile.....	421
1. Port du voile à l'école.....	421
2. Port du voile par une candidate aux élections régionales.....	422
B. Encadrement de la liberté religieuse dans l'espace public.....	423
1. Sonnerie des cloches	423
2. Expulsion d'un imam	424
Chronique de jurisprudence fiscale	
par Céline BAS et Fabrice BIN	427
I. Impositions commerciales, avec une note complémentaire de Jean-Jacques BURKI	427
II. Impositions commerciales.....	433
III. Droits d'enregistrement.....	434
Respect des croyances et liberté d'expression	
par Emmanuel DERIEUX	439
I. Qualification des faits.....	440
A. Identité des personnes visées	440
1. Individus visés	441
2. Groupes visés	442
3. Relation à la religion	442
B. Nature des faits reprochés.....	443
1. Provocation à la discrimination ou à la haine.....	443
2. Refus d'insertion d'une réponse.....	444
II. Appréciation des faits.....	444
A. Garanties de la liberté d'expression.....	444
1. Provocation à la discrimination ou à la haine.....	445
2. Protection générale de la liberté d'expression.....	447
B. Limites de la liberté d'expression	448
1. Diffamation	449
2. Injure	449
3. Provocation à la discrimination ou à la haine.....	449
Chronique de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme 2008 et 2009	
par Louis-Léon CHRISTIANS, Patrick DE POOTER et Sophie MINETTE	455
Droit de la famille et liberté religieuse	456
L'inefficacité civile de certains rites de mariages	456

Fanatisme religieux et enlèvement d'enfant.....	459
Secret des appartenances et liberté religieuse négative	461
Formules alternatives ou optionnelles de serment.....	461
Déclaration d'appartenance générale et franc-maçonnerie	463
Informations publiques, informations classifiées et dérives sectaires.....	464
Informations publiques envers les dérives sectaires.....	464
... et informations classifiées	466
Droits de la défense et liberté religieuse.....	467
Procédures ecclésiastiques et droit de la défense	467
Entreprise de tendance, certification éthique et droits de la défense.....	468
Droits de la défense et contentieux sur l'usage partagé d'un édifice du culte.....	471
Liberté religieuse et liberté d'expression.....	473
Liberté d'expression et incitation à la haine.....	473
Liberté d'expression et diffamation.....	478
Liberté d'expression et apologie du terrorisme	479
Liberté d'expression, de réunion et d'association	479
Régimes des cultes, liberté religieuse et non discrimination.....	481
La notion de ministre du culte : état ecclésiastique ou office religieux ...	481
Reconnaissance des cultes et critères d'enregistrement	482
Liberté religieuse individuelle et enregistrement des cultes.....	487
Dissidences complexes, divisions paritaires, autonomie des cultes et rôle des pouvoirs publics.....	487
Objections de conscience et liberté religieuse	493
Objection de conscience et interprétation évolutive de la Convention	493
Une exception de conscience conditionnée par la reconnaissance du culte ?	494
Exception de conscience et neutralité du numéro d'identification informatique	495
Patrimoine et liberté religieuse	497
Patrimoine religieux, fondations et imprévisibilité du droit.....	497
Enseignement, neutralité et liberté religieuse	500
La prohibition du port de signes religieux par les élèves des écoles publiques	500
La présence de crucifix sur les murs d'écoles publiques	503
Note complémentaire , par Emmanuel PUTMAN	508
Table des matières	511